COMMUNE D'ANDOUILLÉ

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL 18 SEPTEMBRE 2025

RELEVÉ DE DÉCISIONS

L'an deux mille vingt-cinq, le dix huit septembre à vingt heures quinze minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, conformément aux articles L.2121-7, L.2121-10 et L.2121-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en salle de réunion à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de M. Bertrand LEMAITRE, Maire.

PRÉSENTS :
Madame FOUQUET Rachel - Monsieur GARNIER Sacha - Monsieur GAUDIN Olivier - Madame GUICHARD Virginie - Monsieur HURAULT Patrice - Monsieur LEMAITRE Bertrand - Madame LEPRETRE Françoise - Madame LETERRIER Sophie – Madame MONNIER Marianne - Madame RICOULT Séverine - Monsieur ROULAND Bruno

ABSENTS REPRÉSENTÉS : Monsieur HANGOUET François-Noël par Monsieur LEMAITRE Bertrand, Monsieur COULON Louis par Madame FOUQUET Rachel, Monsieur GENDRON Hervé par Madame GUICHARD Virginie

ABSENTE : Madame MARECHAL-THOMAS Karine - Madame BLANCHARD Brigitte

Madame MONNIER Marianne est élue secrétaire (selon art. L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Date de convocation : 11 septembre 2025 - Date d'affichage de la convocation : 11 septembre 2025
Nombre de conseillers en exercice : 16 - Nombre de présents : 14 – Nombre de votants : 14

* * * * * *

Il est procédé à l'appel nominal des conseillers. Le quorum est constaté.

* * * * * *

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont examinées.

Approbation du procès-verbal

Le Conseil Municipal approuve le PV du 26 juin 2025.

Relevé des décisions du Maire

Décision n° 2025_14
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur les parcelles cadastrées E1024 et E10291/6 sise 3 impasse de la Néo

Décision n° 2025_15
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AD128** sise **11 La Croix Blanche**

Décision n° 2025_16
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AK38** sise **15 rue Ulphace Benoist**

Décision n° 2025_17
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AE82** sise **rue du Maine**

Décision n° 2025_18
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AD59** sise **5 rue du Ruisseau**

Décision n° 2025_19
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AI40** sise **53 rue Emmanuel Dufourd**

Décision n° 2025_20
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AK175** sise **18 rue du Val de l'Ernée**

Décision n° 2025_21
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **les parcelles cadastrées AH224 et AH225** sise **31 rue de l'Hôtel de Ville**

Décision n° 2025_22
La commune d'Andouillé renonce à exercer son droit de préemption sur **la parcelle cadastrée AK 191** sise **rue Ulphace Benoist**

2025_09_18_01 Vente de parcelles au Conseil départemental pour l'aménagement d'une voie douce

Dans le cadre du projet d'aménagement d'une voie douce le long de la RD 101 entre le bourg d'Andouillé et le hameau de Rochefort, le département souhaite acquérir du foncier appartenant à la commune. A ce titre, le département nous a transmis une promesse de vente reprenant toutes les conditions de la vente :

Commune : **ANDOUILLÉ** (voir plans joints)

Parcelles	superficie en m² env.	Nature de l'indemnité	Prix au m² ou l'unité	Prix total
AI 041p	320	Prix de vente	0,30 €	96,00 €
E 835p	53		0,30 €	15,90 €
E 1503	33		0,60 €	19,80 €
Total m²	406		**Total**	**131,70 €**

Il en résulte un prix à payer par le Département de la Mayenne, **à la commune d'Andouillé**
d'un montant de **131,70 €** environ

Il est précisé que le département prend à sa charge :

- Les frais de géomètre et de notaire
- Le rétablissement des entrées impactées si elles existent avant les travaux

La commune autorisera la réalisation de relevés topographiques et d'éventuels sondages géotechniques dès la signature de la promesse de vente.

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 14 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

- **ACCEPTE** de vendre les parcelles désignées dans le tableau présenté
- **AUTORISE** M. le Maire à signer la promesse de vente et tous les actes administratifs permettant de céder au département ce foncier
- **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces inhérentes au présent dossier

---

2025_09_18_02 Convention avec le cyclo club du Pays de Château-Gontier et les randonneurs cyclotouristes dans le cadre de la semaine internationale de cyclotourisme en 2026

L'association le cyclo club de Château-Gontier s'est tournée vers la commune d'Andouillé pour proposer d'être un point d'accueil pour la semaine internationale de cyclotourisme organisée en Mayenne du 2 au 9 août 2026.

Fort de l'appui de l'association locale des randonneurs cyclotouristes Ernéens, elle nous propose d'accueillir les participants le samedi 8 août 2026 principalement entre 10h00 et 15h00.

La commune doit s'engager à :

- Mettre à disposition la salle des fêtes et du matériel (barrière Vauban, table,…)
- Encourager les citoyens de la commune à décorer la cité sur le passage des cyclotouristes
- Aider le cyclo Ernéen à mobiliser des bénévoles

Un accord de principe a été donné en mai dernier compte tenu de la nécessité pour l'association de caler les parcours.
Il convient de valider les modalités de partenariat qui sont précisées dans une convention tripartite.

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 14 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

- **ACCEPTE** ce partenariat pour être un point d'accueil du festival international de cyclotourisme le 8 août 2026
- **AUTORISE** M. le Maire à signer la dite convention et tous les documents inhérents au présent dossier

---

2025_09_18_03 Report ou annulation du feu d'artifice 2025

Compte tenu des conditions météorologiques le 13 juillet dernier et de l'appel à la responsabilité de la Sous-Préfète d'astreinte, M. le Maire a dû décider d'annuler le feu d'artifice.

Les conditions générales de vente imposées par les professionnels de pyrotechnie prévoient le paiement à 100 % de la prestation en cas d'annulation soit 3 600 €.

Après négociation et à titre exceptionnel,
Si la commune reporte avant la fin de l'année, l'entreprise accepte de réaliser la prestation selon les conditions suivantes : **3 600 € avec un supplément de 1 080 € correspondant au frais d'annulation soit 4 680 €**
Le bureau municipal propose la date du dimanche 30 novembre 2025 pour clôturer le marché de Noël. Le feu d'artifice pourrait être tiré sur le terrain de foot ou derrière le collège

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 13 voix « pour », 1 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

DECIDE de reporter le feu d'artifice en 2025
AUTORISE le Maire à signer les documents inhérents au présent dossier

---

2025_09_18_04 Vente de peupliers sur pied à SAS Prioux Charles

A Vaugeois, à proximité de la lagune d'épuration, la commune est propriétaire d'une peupleraie.

Compte tenu de l'âge des arbres, ils présentent des risques de chute à moyen terme. Faute d'un entretien suffisant pendant plus de 30 ans, le bois est de 2ème classe et peut servir pour faire des palettes.

La SAS Prioux propose d'acheter les peupliers pour la somme de 5 200 €TTC. Après son passage, il ne restera plus qu'à passer le broyeur.

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 14 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

- **ACCEPTE** de vendre les peupliers sur pied pour la somme de 5 200 €TTC à la SAS PRIOUX Charles
- **AUTORISE** M. le Maire à signer le contrat et toutes les pièces inhérentes au présent dossier

2025_09_18_05 Instauration de la participation à la protection sociale complémentaire (PSC) santé des agents dans le cadre de la labellisation au 1er janvier 2026

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux. Cette ordonnance introduit en effet le caractère obligatoire de cette participation à la garantie santé à compter du 1er janvier 2026.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1er janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé à compter du 1er janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

A l'issue d'un processus de négociation engagé au niveau national, l'accord collectif signé le 11 juillet 2023 ouvre, en parallèle du volet Prévoyance, des discussions sur les contours des futurs régimes de couverture du risque Santé. En effet, les parties audit accord s'engagent à un dispositif de revoyure qui a vocation à se substituer à celui prévu au II de l'article 8 du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022.

A date, la revoyure n'ayant pas eu lieu, la participation minimale des employeurs territoriaux en matière de Frais de Santé à compter du 1er janvier 2026 s'établit à 15€ par agent et par mois (soit 50 % d'un montant de référence fixé à 30€). En outre, les contrats de Frais de Santé proposés aux agents de la Fonction Publique Territoriale doivent être constitués d'un panier de soins de référence, déterminé par le décret n° 2022- 581 du 20 avril 2022 et précisé au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale. Pour rappel, la complémentaire santé est destinée à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient.

Aussi, à compter du 1er janvier 2026, la collectivité décide de participer financièrement à la cotisation « frais de Santé » de ses agents dans le cadre de la labellisation. Ainsi il est décidé, pour tous les agents adhérents à un contrat individuel labellisé en matière de Santé de mettre en œuvre une participation à compter du 1er janvier 2026 à hauteur de 15 € par agent et par mois.
Le Maire précise que chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat chaque année. La labellisation permet en effet de s'assurer que le contrat de mutuelle répond aux critères sociaux et de solidarité définis par le décret n°2011-1474.

Il est rappelé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.

Il est à noter que, conformément au rôle d'expertise confié en la matière aux Centres de gestion par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, le Centre de gestion de la Mayenne proposera, à compter du 1er juillet 2027 et avec l'appui de la coopération régionale des CDG, un contrat collectif à adhésion facultative auquel les collectivités pourront souscrire et proposer à leurs agents. Les enjeux sont en effet multiples : meilleure couverture des frais de santé et optimisation de tarification des risques dans le cadre du marché, attractivité du secteur public etc.

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
Vu la Circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,
Vu l'Ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,
Vu l'Accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale,
Vu l'avis du comité social territorial du 12 septembre 2025

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 14 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

DÉCIDE :

Article 1 : La collectivité participera au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail, sous réserve qu'il produise un justificatif de cette labellisation chaque année.

Article 2 : Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune

Article 3 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de son affichage ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

---

2025_09_18_06 Redevance occupation des sols du domaine public 2024 et 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,
Vu le code des postes et des communications électroniques et notamment l'article L47,
Vu le décret 2005-1676 du 27 Décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public par les opérateurs de télécommunications,
Considérant que l'occupation du domaine public routier par les opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

Le Maire propose au Conseil Municipal de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public routier, au titre des années 2024 et 2025, selon le barème suivant :

Année 2024
- 48,27 € par kilomètre et par artère en souterrain (8,224 km)
- 64,36 € par kilomètre et par artère en aérien (52,494 km)
- 32,18 € par emprise au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (1 emprise)

Année 2025
- 48,65 € par kilomètre et par artère en souterrain (8,224 km)
- 64,87 € par kilomètre et par artère en aérien (52,494 km)
- 32,44 € par emprise au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (1 emprise)

Sachant qu'une artère correspond à un fourreau contenant ou non des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports en aérien.

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 14 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

APPROUVE les barèmes 2024 et 2025 de la redevance pour occupation du domaine public routier due par les opérateurs de télécommunications.
INSCRIT ces recettes au compte 70323.
AUTORISE le maire à signer tous les documents inhérents au présent dossier

---

2025_09_18_07 Admission en non-valeur des créances irrécouvrables

Considérant que les demandes d'admission en non-valeur présentées par le comptable relèvent du pouvoir de l'assemblée délibérante.
Il est proposé aux membres du conseil municipal d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables figurant sur la liste ci-dessous.

Année	Budget	Nom du redevable	Objet de l'effacement	Montant
2021	Commune	O'coeur de l'élégance	Location salle ménil du 07/11/2021	153,12€
2013	Commune	RIO Fernande	Succession	1 367,80€

Le Conseil Municipal,
Après avoir pris connaissance du dossier,
Après en avoir délibéré,
Invité à se prononcer par vote à mains levées,
Par 14 voix « pour », 0 voix « contre », 0 abstention, sur 14 voix

- **ADMET en non-valeur les créances irrécouvrables figurant sur la liste ci-dessus**
- **AUTORISE le maire à signer les documents inhérents au présent dossier**
-

Informations CCE

- Etude sur la gestion des déchets

Le dernier comité de pilotage a choisi un scénario de gestion à approfondir. Ce projet d'organisation serait le plus tenable financièrement à terme. La discussion est engagée sur le devenir des mini déchetteries, les méthodes de tris des déchets, la reprise des agents communaux, le cout du service, l'accueil des artisans, …

- Transfert du CIAS à la communauté de communes de l'Ernée

La communauté de communes souhaite reprendre en gestion directe l'action sociale. Le pilotage de cette compétence se fera comme les autres compétences intercommunales avec une commission pour préparer les décisions.

Synthèse des comptes-rendus des commissions

- Informations commission développement durable

L'association la Caravane a confirmé qu'elle mettait fin à la convention pour la gestion des carrés potagers. La commission aura à réfléchir à un nouvel aménagement car les carrés se détériorent.
Les fenêtres à changer au 2ème étage de la mairie ne seront pas celle prévues dans le cadre du budget. D'autres devaient être à changer en priorité.
Un nouvel espace public a été mise à disposition de Eco pâturage provisoirement pour faire paitre ses animaux en fin de saison.

Questions diverses

- Clôture de l'appel d'offres pour la déconstruction de l'ex-cantine et de la maison rue E Dufourd

Dans le cadre de la procédure adaptée, la consultation a eu lieu via le profil acheteur de la commune.
Cette consultation est sous la responsabilité du Maire dans le cadre des délégations de compétences générales qui lui ont été conférées par délibération du conseil municipal. Il ne s'agit pas d'une commission d'appel d'offres car ce n'est pas un marché formalisé.

Monsieur le Maire clôture la séance à 22h03